Rappel des étapes de la consultation

26 octobre 2016 : Dépôt d'un projet de pétition à l'arrondissement en vertu du règlement sur la Charte montréalaise des droits et responsabilités et sur le droit d'initiative (05-056).

10 novembre 2016 : Le greffier de l'arrondissement informait M. Luc Gallant que l'arrondissement avait reçu le projet de pétition, qu'il était recevable et que certains objets ne relevaient pas de la compétence de l'arrondissement. Conformément à l'article 19 de l'annexe B du règlement, une demande déposée en arrondissement doit porter sur des objets relevant de la compétence de l'arrondissement.

Pour adresser des objets de compétence Ville, il aurait fallu déposer au greffier de la Ville le projet de pétition et le nombre de signatures requis aurait été de 15 000 signatures.

29 novembre 2016 : Suite à une demande de clarification, le greffier de l'arrondissement précisait que les éléments suivants n'étaient pas de compétence de l'arrondissement, soit :

- le tracé des voies de circulation (artérielle : ville centre et gouvernement provincial);
- le réseau de transport collectif (STM);
- la contamination des sols (gouvernement du Québec);
- ainsi que les modifications au schéma d'aménagement et au plan d'urbanisme (ville centre).

Ceci ne signifie aucunement que les personnes ne peuvent se faire entendre sur ces sujets mais cela signifie simplement que ces sujets ne sont pas de compétences de l'arrondissement et que ces sujets relèvent d'autres instances décisionnelles. Le rapport de consultation permettra d'apporter les précisions requises.

13 mars 2017 : Dépôt de la pétition dûment signée.

3 avril 2017 : Un avis public confirmait que l'examen de la pétition avait été complété et que la pétition avait été jugée conforme au règlement quant au nombre de signatures requises et au respect du délai pour les recueillir.

2 mai 2017 : Le conseil d'arrondissement mandatait la Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises de préparer un calendrier de la consultation et d'octroyer un contrat d'animation pour tenir cette consultation.

Tel que le prévoit le règlement, la consultation se déroule en 2 parties.

31 mai 2017 : Tenue de la première partie qui a porté sur la présentation du dossier et l'accueil des questions. De plus, considérant qu'il y a eu deux consultations précédentes (28 janvier 2017 et 23 mars 2017), cette rencontre visait à présenter les résultats de ces consultations pour assurer une mise à niveau et une vue d'ensemble des opinions exprimées jusqu'à maintenant à tous les intéressés. Aussi, à cette rencontre participaient des représentants des organismes suivants à qui de nombreuses questions on pu être adressées :

- Direction de la santé publique de Montréal
- Port de Montréal
- Canadien National
- Cargo M
- Ministère des transports, de la mobilité durable et de l'électrification des transports

15 juin 2017 : Deuxième partie qui sera réservée à l'expression des opinions.

Enfin, au plus tard 90 jours après le 15 juin (vers le 15 septembre), un rapport sera rendu public présentant l'ensemble des opinions qui auront été formulées.

Rappelons également qu'une consultation publique sera éventuellement menée par l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM) sur le développement de ce secteur.

Aussi, l'arrondissement ne pouvait se soustraire à la consultation demandée par voix de pétition dûment signée même si la consultation à l'OCPM se fera. Ceci aurait placé l'arrondissement en contravention au règlement et constitué un manquement à ses responsabilités qui aurait pu être contesté.